

1. Commande publique

1.1 Marchés publics (supérieurs à 215 000 € HT)

- délibérations, décisions et arrêtés relatifs aux marchés publics et aux accords-cadres ;
- pièces constitutives et de procédure des marchés, accord-cadres et des avenants ;
- choix de l'entreprise pour les travaux ;
- délibérations d'acceptation des devis ;
- constructions de logements sociaux.

1.2 Délégations de services publics (contrats de concession)

- délibérations, décisions et arrêtés relatifs aux procédures de délégations de service public ;
- contrats, avenants et pièces de procédure ;
- autres actes tels que rapport annuel de délégataire (RPQS) ;
- contrat de quasi-régie (in house).

1.3 Conventions de mandats

- délibérations autorisant la signature des conventions de mandat et de leurs avenants ;
- conventions (autres que financières) et avenants signés ;
- autres actes tels que compte-rendu du mandataire.

1.4 Autres types de contrats

- délibérations relatives aux contrats de partenariat ;
- contrats de VEFA ;
- pièces constitutives des autres types de contrats (prestations culturelles).

1.5 Transactions / protocole d'accord transactionnel

- délibérations autorisant la signature des protocoles d'accord transactionnel ;
- protocoles signés.

1.6 Maîtrise d'œuvre (supérieurs à 215 000 € HT)

- délibérations, décisions et arrêtés relatifs aux marchés de maîtrise d'œuvre ;
- pièces constitutives et de procédure des marchés et avenants

1.7 Actes spéciaux et divers

- délibérations, décisions et autres actes simples intéressant la commande publique locale : composition de CAO ou du jury, approbation d'une convention de groupement de commandes, désignation d'un représentant au sein d'une CAO de groupements de commande ... ;
- contrats d'assurance (sauf pour le personnel de la collectivité)

2. Urbanisme

2.1 Documents d'urbanisme

- SCOT, PLU, cartes communales ;

2.2 Actes relatifs au droit d'occupation ou d'utilisation des sols

- autorisations d'urbanisme (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir), certificat d'urbanisme, déclaration préalable,
- délibérations autorisant le maire à déposer un permis de construire, un permis de démolir, d'autres autorisations d'occupation des sols, la participation aux voies et réseaux ;

- la demande d'instauration de servitude d'utilité publique ;
- taxe d'aménagement ;
- demande de DUP.

2.3 Droit de préemption urbain

3. Domaine et patrimoine

3.1 Acquisitions

3.2 Aliénations

3.3 Locations

3.4 Limites territoriales

3.5 Autres actes de gestion du domaine public

- délibérations concernant le classement ou le déclassement des voiries communales ;
- aménagement foncier , remembrement rural ;
- aires d'accueil des gens du voyage (création, gestion ...) ;
- ventes de logements appartenant aux HLM ;
- contrat urbain de cohésion sociale ;
- rénovation urbaine ;
- délibérations de classement d'objets mobiliers ;
- délibérations relatives aux monuments historiques ;
- délibérations relatives au funéraire ;
- actes au titre de la législation funéraire ;
- dénomination des voies ;
- redevance d'occupation du domaine public ;
- servitude de passage ou de canalisations.

4. Fonction Publique

4.1 Personnel titulaire et stagiaire de la F.P.T.

4.2 Personnel contractuel

4.3 Fonction publique hospitalière

4.4 Autres catégories de personnels

- les vacataires rémunérés à la vacation ;
- les assistants familiaux ;
- les étudiants qui effectuent un stage en collectivité dans le cadre de leurs études ;
- désignation agent recenseur ;
- gardiennage des églises.

4.5 Régime indemnitaire

- délibérations relatives aux primes et indemnités ;
- délibérations accordant des avantages tels que : logement de fonction, véhicule de fonction, frais de déplacement ;
- mutuelle pour le personnel ;
- délibérations relatives aux contrats aidés ;
- délibérations relatives à la formation professionnelle.

5. Institutions et vie politique

5.1 Élection exécutif

- délibérations relatives aux élections : maire, adjoints, président et VP d'un EPCI ...

5.2 Fonctionnement des assemblées

- règlement intérieur et délibération l'approuvant ;

- procès-verbaux d'installation de l'assemblée en début de mandat ;
- délibérations relatives à la création des communes nouvelles et leur fonctionnement ;
- démission et tableau modificatif des conseils municipaux ;
- délibération pour la création des commissions municipales et extra-municipales ;
- délibération de création des CCAS ;

5.3 Désignation de représentants

- actes désignant les représentants des collectivités siégeant à l'assemblée des EPCI dont elle est membre ;
- actes désignant les représentant des communes au CCAS.

5.4 Délégation de fonctions

- les arrêtés par lesquels le maire ou le président du conseil délègue ses fonctions à un élu (adjoint, vice-président, ou autre membre de l'assemblée).

5.5 Délégation de signature

- délégation de signature à un élu et au personnel.

5.6 Exercice des mandats locaux

- délibérations relatives aux indemnités des élus, la formation des élus, les mandats spéciaux et frais de déplacement des élus.

5.7 Intercommunalité

- actes décidant la création d'un EPCI ou d'un syndicat ;
- actes décidant la modification des statuts d'un EPCI ou d'un syndicat (modification des compétences, du périmètre, du nombre de représentants au conseil, définition de l'intérêt communautaire) ;
- actes de désignation des membres d'un EPCI ou d'un syndicat ;
- actes décidant la dissolution d'un EPCI ou d'un syndicat ;
- actes relatifs à la commission de répartition des charges au sein de l'EPCI ;
- actes relatifs aux transports ;
- rapport d'activité.

5.8 Décision d'ester en justice

- décision d'une collectivité d'agir en justice (TA, pénal ou civil)

6. Libertés publiques et pouvoirs de police

6.1 Police municipale

- chiens dangereux ;
- fourrières ;
- tous documents relatifs aux places de taxi ;
- circulation ;
- stationnement ;
- licences de boissons ;
- arrêtés de péril (immeubles menaçant ruine)

6.2 Pouvoir du président du conseil général

6.3 Pouvoir du président du conseil régional

6.4 Autres actes réglementaires

- autorisations d'ouverture d'ERP ;
- arrêtés relatifs aux aires d'accueil des gens du voyage.

6.5 Actes pris au nom de l'État et soumis au contrôle hiérarchique

7. Finances

7.1 Décisions budgétaires

- délibérations relatives au budget, compte administratif, budget supplémentaire, décision modificative ;
- les débats d'orientation budgétaire ;
- la page de signature des documents budgétaires.

7.2 Fiscalité

- délibérations du vote des taux des contributions directes et exonérations
- le vote des taxes et redevances : institution, modification, suppression, et exonérations ;
- délibérations fixant le régime fiscal des EPCI ;
- délibérations vote de la TEOM, de la REOM.

7.3 Emprunts

- délibérations relatives aux emprunts, ligne de trésorerie, garanties d'emprunts ;
- les contrats de prêt.

7.4 Intervention économique

7.5 Subventions

7.6 Contributions budgétaires

- contributions des communes aux EPCI ;
- contributions des EPCI aux communes membres.

7.7 Avances

7.8 Fonds de concours

7.9 Prise de participation (SEM, etc.)

7.10 Divers

- dons et legs reçus par la collectivité ;
- secours et les aides accordés à des particuliers ou des associations
- conventions financières ;
- les tarifs des services publics ;
- les régies de recettes et d'avances ;
- délibérations sur le FNGIR et la CLECT.

Les rubriques 8 et 9 sont à éviter, sauf si les actes n'ont pu être classés dans les 7 précédentes.

Dernière mise à jour : Février 2022